



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du **27 JAN. 2023**

portant prescriptions complémentaires à la société Gravières et Matériaux Rhénans (GMR) pour sa carrière de Blodelsheim (68)

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} du livre V et l'article R.181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L.121-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 autorisant la société SAUTER à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires, à sec et en eau, à Blodelsheim pour une durée de 29 ans, modifié par les arrêtés préfectoraux (prescriptions complémentaires) des 25 avril 2007, 8 mars 2018 et 12 mars 2021 ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2020 autorisant la société Gravières et Matériaux Rhénans (GMR) à exploiter la carrière en lieu et place de la société SAUTER ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement «, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;

VU le dossier de modification de la société Gravières et Matériaux Rhénans (GMR) transmis le 12 janvier 2022 « Porter à connaissances – Gravières et Matériaux Rhénans (GMR) – Renouvellement et extension de la carrière de Blodelsheim (68) » (KALIES Etude & Conseil en environnement, énergie et risques industriels – KALIÈS KAN 20.093) ;

VU la décision du 22 février 2022 relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement - projet d'extension d'une carrière à Blodelsheim (Société Gravières et Matériaux Rhénans – GMR) ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 12 décembre 2022 ;

Considérant que la société GMR sollicite une modification d'exploiter sa carrière de Blodelsheim par son dossier du 12 janvier 2022 susvisé ;

Considérant que la modification sollicitée par l'exploitant consiste en une extension du périmètre autorisé d'une surface de 1,3 ha, conduisant à une surface totale de 7,15 ha, sur des parcelles compatibles avec le PLUi (zone graviérable) ;

Considérant que la décision du 22 février 2022 précise que cette modification ne nécessite pas de nouvelle demande d'autorisation environnementale ;

Considérant que ces modifications ne sont pas substantielles, mais nécessitent l'adaptation des prescriptions encadrant l'exploitation de la carrière ;

Considérant donc que le tableau des rubriques ICPE doit être mis à jour ;

Considérant que la carrière comprend également des IOTA, le tableau des rubriques IOTA a été ajouté ;

Considérant que le phasage d'exploitation est modifié ;

Considérant que les montants des garanties financières doivent être mis à jour ;

Considérant que la création d'une plate-forme imperméabilisée nécessite la mise à jour des prescriptions encadrant la gestion des eaux pluviales et des eaux susceptibles d'être polluées de cette aire ;

Considérant que le puits de prélèvement des eaux sanitaires entre dans le nouveau périmètre d'autorisation de la carrière ;

Considérant que les prescriptions encadrant la surveillance du bruit doivent être mises en cohérence avec les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 (2515, régime d'enregistrement) auquel sont soumises les nouvelles installations de traitement des matériaux ;

Considérant que les prescriptions encadrant le réseau et la surveillance des eaux souterraines doivent être mises à jour en tenant compte des conclusions de l'étude hydrogéologique d'août 2023 ;

Considérant que certains aménagements de remise en état sont modifiés et notamment le déplacement des mares à batraciens, initialement prévues au Nord du site, en partie Nord-Est du site ;

Considérant que la durée d'exploitation n'est pas modifiée ;

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société Gravières et Matériaux Rhénans (GMR), dont le siège social est situé 105 rue de Bourgfelden - 68220 Hegenheim, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, se conforme aux dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de sa carrière de Blodelsheim (68740) au lieu-dit « auf Ensisheimerweg ».

Article 2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs
Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références de l'arrêté préfectoral d'autorisation	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications Références des articles correspondants du présent arrêté
arrêté préfectoral du 3 août 2004	Article 1	remplacé
arrêté préfectoral du 3 août 2004	Article 2	remplacé
arrêté préfectoral du 3 août 2004	Article 3	remplacé
arrêté préfectoral du 3 août 2004	Article 8 (III)	remplacé
arrêté préfectoral du 3 août 2004	Article 13	remplacé
arrêté préfectoral du 3 août 2004	Article 15	remplacé
arrêté préfectoral du 3 août 2004	Article 17	remplacé
arrêté préfectoral du 3 août 2004	Article 21	remplacé
arrêté préfectoral du 3 août 2004	Article 23-2	remplacé
arrêté préfectoral du 3 août 2004	Article 23-3	remplacé
arrêté préfectoral du 3 août 2004	Article 26-3	remplacé
arrêté préfectoral du 03 août 2004	Article 28-3-1-1 (*)	remplacé
arrêté préfectoral du 03 août 2004	Article 28-3-2 (*)	remplacé
arrêté préfectoral du 03 août 2004	Article 30	remplacé
arrêté préfectoral du 03 août 2004	Article 31	remplacé

(*) créé par l'article 13 de l'arrêté complémentaire du 8 mars 2018

Article 3 : CHAMP D'APPLICATION

Les prescriptions de l'article 1 « Champ d'application » de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 complété susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Sous réserve du respect des prescriptions édictées aux articles 2 et suivants, la société GMR, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté de prescriptions complémentaires, dont le siège Social est situé 105 rue de Bourgfelden – 68220 HEGENHEIM est autorisée à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de sable et gravier et des installations de 1^{er} traitement de matériaux sur le territoire de la commune de Blodelsheim, au lieu-dit « auf Ensisheimerweg ».

L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité
Carrière de sable et gravier (dont surface occupée par les installations de 1 ^{er} traitement et les dépôts de matériaux)	2510-1	A	Surface totale du site : 7 ha 12 a 7 ca Tonnage annuel moyen à extraire : 80 000 t/an Tonnage annuel maximal à extraire : 100 000 t Quantité totale autorisée à extraire : 988 000 t
Installation de 1 ^{er} traitement	2515-1 a	E	Tonnage annuel moyen à traiter : 80 000 t Tonnage annuel maximal à traiter : 100 000 t Puissance en kW : 300 kW (max)
Activité de stockage temporaire de matériaux issus de l'exploitation de la carrière	2517	NC	Superficie de 4 000 m ²

A : Autorisation – E : enregistrement – D : déclaration – NC : Non classé

Il comprend également les installations, ouvrages, travaux et activités suivantes :

Rubrique IOTA	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation	Volume/tonnage autorisés
1.1.1.0	D	Sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Existence d'un réseau de 3 piézomètres pour la surveillance des eaux souterraines. 1 piézomètre supplémentaire sera ajouté conformément à l'article 14 du présent arrêté.	/
1.1.2.0	D	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2° Supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an (D).	Prélèvement dans le plan d'eau pour l'alimentation de l'installation de traitement : * pour 8 m ³ /h, * un maximum de 50 m ³ /j, * 11 000 m ³ /an. Prélèvement par pompage pour les eaux sanitaires du site pour une quantité maximum de 100 m ³ /an.	11 000 m ³ /an (lavage). 100 m ³ /an (eaux sanitaires)
3-2-3-0	D	Plans d'eau permanents ou non : 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D).	Le plan d'eau définitif aura une superficie d'environ 2,1 ha.	2,1 ha

Article 4 : DURÉE DE L'AUTORISATION

Les prescriptions de l'article 2 « Durée de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral

du 3 août 2004 complété susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée jusqu'au 3 août 2033.

Sauf en cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter la zone d'extraction de matériaux :

- l'extraction des matériaux commercialisables est achevée neuf mois avant l'échéance, soit le 3 décembre 2032,
- la remise en état de la zone d'extraction de matériaux est achevée six mois avant l'échéance, soit le 3 février 2033. »

Article 5 : PÉRIMÈTRE AUTORISÉ

Les prescriptions de l'article 3 « Périmètre autorisé » de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 complété susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté, et sous réserve du respect des dispositions de l'article 15, le périmètre de la carrière est limité aux parcelles et parties de parcelles suivantes :

Section	Parcelle	Surface (m ²)
12	290	1424
12	337	6644
12	361	57293
12	362	5846

Les parcelles sont sur le ban communal de Blodelsheim »

Article 6 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS

Les prescriptions de l'alinéa « III- Prescriptions applicables à l'ensemble des installations » de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 complété susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« III – Prescriptions applicables à l'ensemble des installations

Les installations sont exploitées conformément aux dispositions de :

- * l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières,
- * l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement », y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ».

Article 7 : POMPAGE DE LA NAPPE PHRÉATIQUE

Les prescriptions de l'article 13 « Pompage de la nappe phréatique » de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 complété susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état de la carrière, est interdit.

Le pompage des eaux de la nappe phréatique est autorisé pour l'alimentation en eau sanitaire (puits de pompage au Sud-Est de la carrière BSS0001BBBP) dans la limite de 100 m³/an, dans le respect du Code de la Santé Publique.

Le prélèvement d'eau dans le plan d'eau est autorisé pour le lavage des matériaux, dans le respect des prescriptions de l'article 1 du présent arrêté et de l'article 22 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-28 du 3 août 2004 »

Article 8 : EXTRACTION

Les prescriptions de l'article 15 « Extraction » de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 complété susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Pour les terrains réservés à l'extraction des matériaux tels que précisés à l'article 3.2 ci-dessus, l'exploitation est conduite selon les dispositions suivantes :

- une exploitation à sec de la cote 212 mNGF à la cote 204 mNGF,
- une exploitation sous eau (26 m de profondeur) de la cote 204 mNGF à la cote 178 mNGF, sous réserve de la stabilité des berges. Les couches argileuses, conglomératiques ou limoneuses éventuellement présentes seront traversées en conséquence.

Le phasage d'exploitation prévu est

* Phase 1 : jusqu'au 31 mars 2027

* Phase 2 : du 1^{er} avril 2027 au 31 mai 2031

* Phase 3 : du 1^{er} juin 2031 au 3 décembre 2032

et selon les plans de phasages en annexe.

L'exploitation se fait à l'intérieur du périmètre maximal d'évolution de l'engin d'extraction, de façon à ce que les talus prévus pour la remise en état du site soient obtenus directement par excavation et non par remblayage.

Ces talus sont donc réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente en garantissant la stabilité, à savoir une pente moyenne mesurée par rapport à l'horizontale de :

- 1/1,5 (environ 33°), pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales connues de la nappe,
- 1/10 (environ 6°), mesurée depuis la cote moyenne estivale du niveau libre de l'eau, pour les zones horizontales de bord de plan d'eau et zones de haut-fond, prévues au plan de remise en état,
- 1/2,5 (environ 22°), pour les autres parties.

L'exploitant définit une méthode de repérage de l'engin d'extraction permettant de garantir le respect des prescriptions du présent arrêté. »

Article 9 : PLAN D'EXPLOITATION - CONTENU

Les prescriptions de l'article 17 « Contenu » de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 complété susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000 ou échelle adaptée à la taille du site, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates des levés,
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,
- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité définies à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les mètres d'altitude) et les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- les courbes bathymétriques sur l'ensemble des plans d'eau (équidistantes, tous les mètres d'altitude),
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,
- l'emplacement exact du bornage,

- la position des dispositifs de clôture,
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau et celles remises en état,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les piézomètres et éventuels cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les aménagements particuliers et notamment ceux en faveur de la biodiversité (les roselières, les zones de mares à batraciens, les falaises à hirondelles, etc...),
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation. »

Article 10 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les prescriptions de l'article 21 « Prévention des pollutions accidentelles » de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 complété susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes : « Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche, entourée par un caniveau ou muret et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des liquides résiduels ou par un dispositif présentant des garanties équivalentes.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 l.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. »

Article 11 : EAUX PLUVIALES

Les prescriptions de l'article 23-2 « Eaux pluviales » de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 complété susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les eaux pluviales de ruissellement des aires susceptibles d'être souillées :

- au niveau de l'installation de traitement seront récupérées et éliminées comme des déchets, en conformité avec les prescriptions de l'article 25 du présent arrêté,
- au niveau des aires imperméabilisées seront canalisées et traitées par un séparateur d'hydrocarbures.

Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;

- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. »

Article 12 : EAUX USÉES DOMESTIQUES

Les prescriptions de l'article 23-3 « Eaux usées domestiques » de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 complété susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les eaux vannes et sanitaires sont évacuées et traitées conformément au Code de la Santé Publique. »

Article 13 : CONTRÔLES (BRUIT)

Les prescriptions de l'article 26-3 « Contrôles » de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 complété susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« La périodicité des mesures est annuelle.

Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle.

Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent. »

Article 14 : CONCEPTION DU RÉSEAU (surveillance eaux souterraines)

Les prescriptions de l'article 28-3-1-1 « Conception du réseau » créées par l'article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaires du 8 mars 2018 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Le réseau de surveillance se compose a minima des ouvrages suivants :

N° BSS des ouvrages	Localisation des ouvrages (amont ou aval)	Aquifère capté	Profondeur de l'ouvrage en m
BSS0001BBBBP	Puits amont (centrale à béton)	superficiel	15 m par rapport au TN
BSS003XHIK	Piézomètre n°1 aval Nord-Est	superficiel	22 m par rapport au TN
BSS003XXWK	Piézomètre n°2 aval Nord-Ouest	superficiel	22 m par rapport au TN
Non connus à la rédaction du projet d'arrêté	Piézomètre n°3 aval Est	superficiel	22 m par rapport au TN
Dans le plan d'eau	Plan d'eau	superficiel	(1/3 profondeur gravière)

L'emplacement des ouvrages est défini sur le plan annexé au présent arrêté.

Avant le 31 décembre 2027 (et avant cette date en cas d'ouverture du plan d'eau vers l'Est plus rapide que prévu), l'exploitant met en place, conformément à l'étude hydrogéologique susvisée, un puits de surveillance dit « piézomètre aval Est n°3 » si cela est révélé nécessaire en fonction du tracé des courbes isopièzes qui seront alors disponibles.

Article 15 : PROGRAMME DE SURVEILLANCE (Eaux Souterraines)

Les prescriptions de l'article 28-3-2 « Programme de surveillance » de l'arrêté préfectoral complémentaires du 8 mars 2018 complété susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« **Article 28-3-2 - Programme de surveillance**

Article 28-3-2-1 - Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent

être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur, par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère concerné pour les paramètres considérés..
Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur.

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées, selon les dispositions définies au tableau ci-dessous :

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site	Fréquence des analyses	Paramètres	
			Nom	Code SANDRE
BSS0001BBBP	Puits amont (centrale à béton)	Semestrielle en périodes de : - basses eaux - hautes eaux	Hydrocarbures	2962
BSS003XHIK	Piézomètre n°1 aval Nord-Est		Température	1301
			PH	1302
			COT	1841
			Conductivité	1303
			Chlorures	1337
			Fer	1393
BSS003XXWK	Piézomètre n°2 aval Nord-Ouest		Arsenic	1369
			Nickel	1386
			Cadmium	1388
			Chrome	1389
Dans le plan d'eau	Plan d'eau		Cuivre	1392
			Aluminium	1370
			Zinc	1383
- non connus à la rédaction du présent arrêté	- Puits de contrôle n°3 aval Est (après éventuelle réalisation de l'ouvrage – voir article 28-3-1-1)			Manganèse

En cas de détection d'une pollution par hydrocarbures et/ou d'un incident, une analyse de BTEX et de HAP est à réaliser sur le ou les points concernés.

Pour chaque ouvrage de surveillance, la présence d'une phase surnageant sera vérifiée au moyen d'une sonde d'interface.

Une analyse de la turbidité sera également faite sur le plan d'eau à chaque campagne (basses eaux et hautes eaux).

Les résultats de contrôle sont transmis à l'inspection conformément aux prescriptions de l'article 28-1.

Un contrôle de la qualité des eaux souterraines portant sur :

- un nombre de puits de surveillance plus important que celui actuellement défini,
 - un nombre de paramètres plus important que celui actuellement défini,
- pourra ultérieurement être exigé par le préfet.

En fonction des résultats de surveillance, la fréquence de surveillance pourra ultérieurement être revue, à la demande du préfet ou de l'exploitant.

Article 28-3-2-2 - Suivi piézométrique

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la

carte piézométrique des eaux souterraines au droit et à proximité du site.

Deux fois par an en période de hautes eaux et basses eaux, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance et la cote de la lame d'eau du plan d'eau (toit des eaux souterraines) sont relevés.

L'exploitant joint, a minima 1 fois par an, aux résultats d'analyses de la qualité des eaux souterraines la carte du tracé des courbes isopièzes à la date des prélèvements (période de hautes eaux), avec localisation des puits de surveillance et du point de contrôle au niveau de la partie en eau de la carrière.

Dans l'hypothèse où le réseau de surveillance mis en place ne serait pas représentatif du secteur à surveiller, l'exploitant :

- met en place des puits de surveillance complémentaires, dans le respect des prescriptions définies dans l'article 28-3-1-2 du présent arrêté,
- en informe préalablement le préfet.

Article 28-3-2-3 - Interprétation des résultats et actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme de surveillance, les analyse et les interprète :

- il s'attache notamment à l'impact que peut avoir le battement de la nappe sur les résultats d'analyses,
- il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En cas d'anomalie il en informe immédiatement :

- l'inspection des installations classées,
- l'Agence Régionale de Santé (ARS). »

Article 16: DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT ET SUIVI DES AMÉNAGEMENTS DE BIODIVERSITÉ

Les prescriptions de l'article 30 « Dispositions de remise en état du site et suivi des aménagements de biodiversité » de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 complété susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par l'exploitation de la carrière (zone d'extraction de matériaux et plate-forme des installations de traitement).

Cette remise en état doit être accomplie selon le phasage et les modalités définis dans les propositions de l'exploitant comprises dans son dossier de demande d'autorisation et les dossiers de demande de modification et conformément au plan joint au présent arrêté.

Sans préjudice des dispositions édictées dans le document d'impact, la remise en état est conduite dans le respect des prescriptions suivantes : mise en sécurité, nettoyage, insertion paysagère, compte tenu de la vocation écologique ultérieure du site ou en zone récréative, et dans le respect des prescriptions ci-dessous :

Article 30-1 - Pour le périmètre d'extraction de la carrière

Article 30-1-1 - Mesures de remise en état

Généralités	<ul style="list-style-type: none"> - le tracé des rives doit éviter les formes linéaires (voir plan de remise en état annexé au présent arrêté), - les talus doivent présenter des pentes diverses, afin de permettre l'implantation d'espèces animales et végétales variées, - les terres de découverte et les horizons humifères servent à la remise en état des zones situées autour du plan d'eau, - les plantations terrestres et aquatiques sont réalisées comme prévu dans le document d'impact, - pour les parties restant à sec, le fond de l'exploitation doit être aplani avant le régalage des terres de découverte, sauf en ce qui concerne les parties destinées à rester des surfaces graveleuses comme indiquées au plan de remise en état, - si la réussite de la remise en état du site semble compromise par l'apparition d'humidité, des travaux de drainage nécessaires à l'assainissement des zones concernées sont effectués, - le recouvrement du fond de la carrière, pour les surfaces qui doivent l'être, des banquettes, de leur accès et si possible du front de taille se fait en deux phases successives (terres de découverte, puis horizons humifères) ; les surfaces sur lesquelles les horizons humifères ont été remis en place ne doivent plus être parcourues par les engins de chantier.
berge Ouest	<ul style="list-style-type: none"> - banquette périphérique recouverte de terres de découverte, - talus de pente 1/1,5 recouvert de terres de découverte, - bande de terrains hors d'eau, d'environ 10 m de large, recouverte de terre de découverte, - plantation d'espèces locales (***) sur la banquette, le talus et la berge recouverte de terre, - chemin (5 m de large) à sec et au moins à la cote 204 mNGF. <p>Puis en bordure plan d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - partie Nord de la berge (angle Nord-Ouest du plan d'eau) : zone de hauts fonds (*) d'au moins 13 m de largeur à la cote 202,50 mNGF coté berge, 201,50 mNGF coté plan d'eau à 10 mètres et 201,20 mNGF coté plan d'eau à 13 mètres, et développement d'une roselière, - partie médiane de la berge : surface à sec conservée à l'état graveleux à la cote 204 m NGF (berge sinueuse de largeur variant de 4 à 15 m), - partie Sud de la berge : surface à sec conservée à l'état graveleux à la cote 204 mNGF.
berge Nord	<p>Banquette recouverte de terres de découverte.</p> <p>Talus de pente 1/1,5 laissé à l'état graveleux avec en partie supérieure front vertical sableux (falaise à hirondelles de rivage).</p> <p>Chemin (5 m de large) en pied de talus à la cote 204 mNGF.</p> <p>Angle Nord-Ouest du plan d'eau : zone de hauts fonds (*) d'au moins 13 m de largeur à la cote 202,50 mNGF coté la berge, 201,50 mNGF coté plan d'eau à 10 mètres et 201,20 mNGF coté plan d'eau à 13 mètres, et développement d'une roselière.</p> <p>Berge Est du plan d'eau : surface à sec conservée à l'état graveleux à la cote 204 mNGF (largeur depuis le bord du chemin jusqu'au plan d'eau : 15 m ; longueur : environ 130 m) Angle Nord-Est : réalisation d'aménagements pour batraciens déconnectés du plan d'eau (**).</p>
berge Sud	<p>Partie Ouest :</p> <ul style="list-style-type: none"> - banquette recouverte de terre de découverte et arborée d'essences locales (***), - talus de pente 1/1,5, recouvert de terre de découverte et arboré d'essences locales (***), - chemin (5 m de large) en pied de talus à la cote 204 mNGF, - vaste plage graveleuse à sec, à la cote 204 mNGF, - bord de plan d'eau très sinueux. <p>Partie Est:</p> <ul style="list-style-type: none"> - banquette de 10 m de large arborée d'essences locales (***),

	<ul style="list-style-type: none"> - talus de pente 1/1,5 de raccordement vers le plan d'eau, conservé à sec, - chemin (5 m de large) en pied de talus à la cote 204 mNGF, - vaste plage graveleuse à sec, à la cote 204 mNGF, - berge de bord de plan d'eau sinueuse avec zone de hauts fonds (*).
berge Est	<p>Partie Sud</p> <ul style="list-style-type: none"> - banquette recouverte de terres de découverte arborée d'essences locales (***), - talus de pente 1/1,5, conservé à sec, - chemin (5 m de large) en pied de talus à la cote 204 mNGF, - vaste plage graveleuse à sec, à la cote 204 mNGF, - berge de bord de plan d'eau sinueuse. <p>Partie Nord</p> <ul style="list-style-type: none"> - banquette recouverte de terres de découverte, - talus de pente 1/1,5, conservé à sec, - chemin (5 m de large) en pied de talus à la cote 204 mNGF, - berge de bord de plan d'eau sinueuse, - à l'est de la banquette, mise en place d'un merlon de 2m de hauteur (terres de découverte) avec plantation d'une haie d'arbustes d'essences locales (****).

(*) **Zones de hauts fonds** : zones d'au moins 13 m de largeur établies entre les cotes 202,50 mNGF coté berge, 201,50 mNGF coté plan d'eau à 10 mètres et 201,20mNGF coté plan d'eau à 13 mètres.

(**) **Aménagements pour batraciens** ; ils sont constitués de :

- un cortège de mares toujours en eau,
- un cortège de flaques/mares/dépressions peu profondes (5/15 cm) de 6-10 m² (propices au Crapaud calamite), avec mise en place de tas de galets (en petits tas) et refuges.

Ces aménagements sont réalisés sur des terrains à l'état graveleux et restant hors d'eau en bordure de plan d'eau mais déconnectés de plan d'eau et protégés de celui-ci par des merlons de tout-venant de 0,50 à 1m de hauteur.

(***) **Essences locales** : (Chêne sessile, Charme, Orme champêtre, Erable champêtre, Merisier, Alisier, Cornouiller sanguin, Prunellier, Camérisier à balai,...).

(****) Haie d'arbustes d'essence locales en quinconce (2 lignes) en haut de merlon avec 50 % d'aubépines et prunellier, 25 % d'épineux (Eglantier, Epine-vinette, Ronce Frutescente), et le reste d'arbustes non épineux (Camérisier, Cornouiller sanguin, Fusain d'Europe, Noisetier, Troène commun ou Viorne mancienne).

Les aménagements sont réalisés dans le respect du phasage d'exploitation et de la libération des terrains pouvant donner lieu à la réalisation des aménagements, et a minima :

Aménagements et plantations de la banquette, du talus et de la bande de 10 m de large en pieds du talus, sur la limite Nord-Ouest de la carrière	Avant le 1 ^{er} janvier 2023
Aménagement de la falaise à hirondelles de rivage sur la partie Ouest du front de talus à sec Nord	Avant le 1 ^{er} janvier 2023
Aménagements de la zone de hauts fonds/roselière de l'angle Nord-Ouest du plan d'eau	Avant le 1 ^{er} janvier 2023
Aménagements des zones de berge graveleuse de la partie Nord de la berge Ouest du plan d'eau	Avant le 1 ^{er} janvier 2023
Défrichement de l'alignement de Thuyas et plantation de la haie arbustive sur un merlon	Avant le 1 ^{er} janvier 2024

Aménagement de la zone d'aménagements pour batraciens sur la berge graveleuse au Nord-Est du plan d'eau	Avant le 1 ^{er} janvier 2027
Aménagement de la falaise à hirondelles de rivage sur la partie Est du front de talus à sec Nord	Avant le 1 ^{er} janvier 2028
Aménagement et plantations de la banquette, du talus et de la bande de 10 m de large en pieds du talus, sur la limite Sud-Ouest de la carrière.	Avant le 1 ^{er} janvier 2029
Achèvement de la berge graveleuse Est du plan d'eau	Avant le 1 ^{er} janvier 2030
Aménagements finaux de remise en état (dont la zone de hauts-fonds/roselière en partie Sud du plan d'eau)	Au plus tard le 3 février 2033

L'exploitant communique tous les 2 ans à l'inspection des installations classées un rapport concernant l'avancement des travaux de remise en état.

Article 30-1-2 - Suivi des aménagements de biodiversité et suivi écologie

L'exploitant fait régulièrement réaliser, par une personne ou un service compétent, un suivi écologie des aménagements réalisés sur le site en faveur du développement de la biodiversité :

Suivi avifaune	<p>3 suivis dans l'année pendant 2 ans (2024, 2025, 2026) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - suivi des migrations (septembre - fin octobre) concentré au niveau de la zone d'eau, - suivi des hivernants (décembre - janvier) concentré au niveau de la zone d'eau et de la zone de hauts-fonds/roselière de l'angle Nord-Ouest du plan d'eau, - suivi de Printemps (mi-mai) qualitatif. <p>Puis suivi tous les 3 ans (2029, 2032).</p>
Suivi des aménagements	<p>Suivi à compter de la réalisation de la zone de haut-fond Nord-Ouest : => Printemps 2023, 2024, 2025, 2026 (suivi pendant 4 ans) puis suivi au printemps tous les 2 ans (2028, 2030, 2032)</p> <p>Suivi à compter de la réalisation de la zone d'aménagement pour les batraciens : recensements qualitatifs au début du printemps au niveau des points d'eau/mares/flaques créés sur l'ensemble du périmètre autorisé : => Printemps 2027, 2028, 2029, 2030 (suivi pendant 4 ans) puis au printemps 2032.</p>
Entretien des aménagements	<p>Les aménagements sont entretenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - hors période de nidification pour les aménagements en faveur de l'avifaune, - hors période de reproduction et développement pour les batraciens

Les comptes-rendus de réalisation des opérations (aménagements pour batraciens, zones de hauts fonds, etc ...) seront réalisés et transmis au plus tard le 31 mars de l'année [n+1] suivant la réalisation des aménagements de l'année [n] :

- au préfet,
- à l'inspection des installations classées (2 exemplaires).

Les rapports ultérieurs, à savoir les rapports de suivi écologique (faune, flore), rapports de synthèse, etc... seront réalisés et transmis au plus tard le 31 mars de l'année [n+1] pour les constats faits pour l'année [n] :

- au préfet,
- à l'inspection des installations classées (2 exemplaires).

Les constats doivent permettre d'appréhender l'organisation de la mise en œuvre des mesures de développement de la biodiversité, à moyen terme, afin de les réadapter si nécessaire sur la base des recommandations de l'écologue spécialisé, pour notamment garantir l'adaptation des espèces à leurs nouveaux emplacements, dans un souci de répondre aux objectifs de réduction d'impact.

En cas d'insuffisance des mesures mises en œuvre, et notamment celles définies dans le cadre de la remise en état (article 30 de l'arrêté d'autorisation), des mesures correctives doivent être apportées par l'exploitant afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces impactées ; le préfet devra préalablement être informé des mesures correctives proposées.

Article 17 : GARANTIES FINANCIÈRES

Les prescriptions de l'article 31 « Garanties financières » de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 complété susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« 31 Garanties financières »

31-1 Objet des garanties financières

Conformément au paragraphe IV de l'article R.516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

31-2 Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent de manière à permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de la société GMR, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état est calculé suivant la méthode de détermination présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe de la demande d'autorisation d'exploiter présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes ; les montants de garanties financières de remise en état dont doit disposer l'exploitant sont :

Phases	Montant TTC des garanties financières (*)
Phase 1 : de la signature de l'arrêté d'autorisation d'exploiter jusqu'au 31 mars 2027	182 500 €
2 ^e phase : 01 avril 2027 au 31 mai 2031	102 846 €
3 ^e phase : 01 juin 2031 au 3 août 2033	59 433 €

(*) *montant calculé avec :*

- Indice TP01 : 128,4 (septembre 2022) tenant compte pour les carrières du coefficient de raccordement qui est celui de l'index Travaux publics - index général TP (base 100 en 2010). Il vaut 6,5345.
- taux de TVA de 20 %,
- soit coefficient α de : $\alpha = ((128,4 \times 6,5345) / 616,5) \times [(1+0,2)/(1+0,196)] = 1,37$

En fin de chaque période, l'exploitant constitue et tient à la disposition de l'inspection des installations classées un dossier justificatif de la réalisation des travaux de remise en état comprenant le plan à jour des zones réaménagées à l'issue de la période ; ce dossier doit pouvoir justifier du montant des garanties financières nécessaires à la remise en état du site.

31-3 Établissement des garanties financières

Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet et à l'inspection des installations classées :

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

31-4 Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois (3) mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet et à l'inspection des installations classées, au moins trois (3) mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

31-5 Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

31-6 Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières, ainsi que de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

L'exploitant doit toujours pouvoir justifier de la suffisance de ses garanties financières pour la période considérée ; la transmission au préfet, pour une période considérée, du montant de garanties financières actualisé répondant de la remise en état du site en cas de défaillance relève de son initiative.

31-7 Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

31-8 Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- pour la mise en sécurité de l'installation,
- pour la remise en état du site,
- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter

l'environnement.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux,
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant,
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

31-9 Levée de l'obligation des garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés et constatés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 et R.512-46-25 à R.512-46-27 du code de l'environnement par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 18 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de l'arrêté sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 19 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Blodelsheim, lieu d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Blodelsheim pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin, pendant une durée

minimale de quatre mois.

Article 20 : EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le Maire de Blodelsheim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à la société GMR.

À Colmar, le **27 JAN. 2023**

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

Annexes

Liste des annexes

Annexe 1 – Plan parcellaire
Annexe 2 – Phasage
Annexe 3 – Plan de remise en état

